Quarante-cinquième année. — N° 130 (EDITION DU MATIN) JEUDI 10 MAI 1900

# Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS.— Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes : Trois mois, 5 fr. ; Six mois, 9 fr. ; Un an, 18 fr.
Les autres Départements et l'Etranger le port en sus.
Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Nationale, 78, et à la librairie Watteeuw, rue Saint-Jacques, 39. — A Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité, 46, rue de la Madeleine. — A Mouscron, chez M. Henri Lemoyen, rue de la Station. — En vente à Paris : aux Bibliothèques de la gare de l'Est, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare

◆ CE NUMERO
Comprenant SIX PAGES
NE DOIT ÊTRE VENDU
QUE 5 CENTIMES ◆

## LE COLLECTIVISME AUX COLONIES

Les collectivistes sont décidément de grands gourmands : avec le nouveau ministère l'appétit leur est tellement venu en mangeant qu'ils mettent les bouchées doubles et nous menacent de tout avaler.

Il ne leur suffit plus de socialiser la France ; les voilà maintenant — qui l'aurait cru ! — qui se préparent à socialiser encore nos colonies. C'est M. Hess qui dans la « Petite République », nous révèle le plan colonial des collectivistes. « C'est au point de vue pratique, nous dit-il, que nous voulons surveiller ce qu'on fait là-bas. Dans le mécanisme des Etats modernes, la production des terres coloniales est nécessaire au travail métropolitain. La terre coloniale est un instrument de travail au même titre que la terre métropolitaine et que le machinisme métropolitain. Elle figurera dans la socialisation des moyens de travail. Aussi nous sommes quelques-uns à vouloir, dès à présent, qu'elle ne soit pas ruinée par l'exploitation aveugle du gros capital. »

Voilà maintenant le capital et les capitalistes surtout bien avertis ; que ceux qui pourraient avoir la tentation d'engager leur fortune aux colonies dans ces entreprises hasardeuses où l'on joue le tout pour le tout se le tiennent pour dit. S'ils se ruinent, tant pis pour eux, personne ne les plaindra et ne viendra à leur secours ; mais s'ils réussissent, le jour où ils se mettront à gagner de l'argent, l'Etat collectiviste sera là pour mettre la main sur l'entreprise et les exproprier le plus gentiment du monde. Ainsi le veut d'organisation de la nouvelle société qui doit faire le bonheur de l'humanité.

On reproche souvent non, sans raison à nos commerçants, à nos industriels, de manquer de hardiesse dans leurs entreprises, et de ne pas faire assez d'effort et de sacrifices pour mettre en valeur nos colonies ; M. Hess vient de trouver un moyen excellent de leur enlever tout courage et de paralyser leur bon vouloir, c'est de leur faire savoir que leurs capitaux, au jour de la grande révolution sociale, ne seront pas plus en sécurité en Cochinchine qu'en France.

Les capitalistes n'en seront pas autrement émus et ils auront bien vite pris leur parti ; plutôt que de s'exposer aux mésaventures dont les menace M. Hess, ils iront travailler dans les colonies de nos concurrents où on les attire par toutes sortes d'avantages et où leur avenir est assuré.

C'est ainsi que nos bons collectivistes opèrent pour l'étranger, aussi bien sur le marché de nos colonies que sur le marché intérieur ; ils font tout ce qu'il faut pour diminuer la production française et ils appellent cela améliorer la situation de l'ouvrier français.

## Informations

### La retraite de M. Ballay

Paris, 8 mai. — Le ministre des colonies avait fait démentir la nouvelle donnée il y a quelques semaines, de la démission de M. Ballay, gouverneur de la Guinée Française.

D'après l'explication officieuse d'alors cet excellent administrateur ne revenait en France que pour des raisons de santé.

Le « Temps », ce soir, se décide à avouer que M. Ballay est résolu à se retirer définitivement de l'administration.

Inutile d'ajouter que cette décision regrettable est due à des tracasseries administratives suscitées par M. Decrais.

### L'affaire Philipp

Paris, 8 mai. — Les débats de l'affaire Philipp viendront demain devant la 10e chambre de police correctionnelle présidée par M. Fabre.

Philipp est inculpé d'abus de confiance et d'escroquerie. Toute l'audience sera réservée aux débats de l'affaire qui viendra par défaut.

### Ecrasée par un tricycle à pétrole

Paris, 8 mai. — Une fillette de sept ans, Adélaïde Métrat, demeurant chez ses parents, avenue d'Argenteuil, à Asnières, a été renversée, hier après-midi, par un tricycle à pétrole, au moment où elle traversait la rue.

Relevée inanimée, la pauvre petite qui a eu la cuisse droite fracturée et a reçu au crâne une profonde blessure, a été transportée à l'hôpital des Enfants-Malades.

L'auteur de l'accident a pris la fuite ; il est activement recherché.

### Un pèlerinage français à Rome

Paris, 8 mai. — Un grand pèlerinage français partira de Paris le 17 mai, à destination de Rome.

Plus de mille pèlerins se sont déjà fait inscrire, attirés dans la Ville éternelle, soit par la fête de la canonisation du bienheureux Jean-Baptiste de la Salle, fondateur de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, fixée au 24 mai. Les hommes seuls sont admis.

### Naufrage d'un navire anglais. — Mort des hommes de l'équipage

Fiume, 8 mai. — Une dépêche du Cap annonce que le navire anglais qui avait embarqué à Fiume 745 chevaux hongrois pour les troupes du Transvaal, a fait naufrage près de la côte orientale de l'Afrique. Tous les hommes de l'équipage ont péri.

### Les désordres en Espagne

Madrid, 8 mai. — Des dépêches particulières de Barcelone confirment les désordres causés hier par les étudiants. Ceux-ci ont chanté l'hymne catalan, et ont fait des barricades.

C'est, non sans peine, que la gendarmerie a dispersé les émeutiers et a rétabli l'ordre.

Quelques arrestations ont été opérées. Un étudiant a été blessé.

On confirme que le ministre de l'intérieur visitera Palma (Majorque).

Des télégrammes de Mauressa, où le ministre a passé hier, annoncent que quelques bagarres se sont produites.

Les journaux de Madrid blâment le gouvernement du peu d'énergie montré par les autorités de Barcelone pour réprimer les désordres.

On ajoute que le préfet de Barcelone va être relevé de ses fonctions.

### Un attentat contre un président

Une tentative d'assassinat vient d'être commise sur le président de la République de l'Equateur.

Un assassin lui a tiré un coup de revolver, mais sans l'atteindre. Le coupable a été arrêté aussitôt.

### Exécution vieux style

Dans les Etats du Sud en Allemagne, on exécute encore avec la hache sur le billot.

Ainsi vient-il d'être fait à Mannheim pour un misérable, nommé Link, coupable d'un crime odieux.

Extrait de la prison au tintement lugubre des cloches, conduit devant les représentants de la justice au milieu de la cour, Link dut entendre la lecture du jugement ainsi que le décret rejetant sa demande de grâce. Ensuite le procureur prit un bâton noir, le brisa en deux et, s'adressant au condamné, il prononça la formule sacramentelle : « Link le jugement est exécutable, vous avez mérité la mort ; que Dieu ait pitié de votre âme. »

L'homme inclina la tête sur le billot et d'un coup rapide, la hache du bourreau accomplit son œuvre.

## L'INCENDIE DE L'ÉGLISE D'AUBERVILLIERS

Paris, 8 mai. — On serait déjà très embarrassé au Parquet de l'arrestation du sacristain, arrestation qui n'a été on le sait qu'une manœuvre électorale de la dernière heure. Aucune charge n'a pu être relevée contre Koscher, aussi ne l'a-t-on pas interrogé hier. Ce premier interrogatoire n'aura lieu que demain. Tous les renseignements recueillis par M. le juge d'instruction Lemercier vont à l'encontre de l'accusation du Parquet. Il est à peu près établi que les malfaiteurs ont pénétré dans l'église, non par la porte du clocher, mais située sur le clocher. Ils y ont grimpé à l'aide du paratonnerre.

L'année dernière déjà, des malfaiteurs se hissant sur le toit de la même façon avaient dérobé le plomb de la toiture.

Me Aubin demandera demain la mise en liberté provisoire du sacristain.

M. l'abbé Bernard a remis à M. Lemercier des lettres comminatoires reçues par lui en septembre dernier. Le juge d'instruction va soumettre ces lettres à l'examen d'experts en écriture.

## LA REPRISE DE L'AFFAIRE DREYFUS

Bruxelles, 8 mai. — Le correspondant à Londres du *Patriote* de Bruxelles, M. Freds de B... envoie à ce journal d'intéressants détails sur la reprise probable de l'affaire Dreyfus après l'Exposition.

La campagne en faveur de Dreyfus, dit notamment le correspondant, vient de s'ouvrir dans les colonnes de *Sunday Times*, qui est la propriété d'une dame israélite. Le correspondant parisien de cette feuille prédit une éruption pour le mois prochain et réclame provisoirement l'arrestation des généraux Mercier, Gonce et Roget.

Le correspondant ajoute que bientôt, les journaux français à la solde du Syndicat vont faire chorus jusqu'au jour où le vacarme sera tel qu'on réhabilitera Dreyfus pour avoir la paix ; sinon la presse anglaise trouvera un prétexte pour pousser à la guerre contre la France.

D'autre part on écrit au *Patriote* : Les Génevois, les Italiens, les Anglais, ces derniers surtout, travaillent ardemment à l'œuvre de la réhabilitation de Dreyfus.

## CHOSES ET AUTRES

Gare de Lyon. Un commissionnaire à un villageois qui débarque :

— Cirer, M'sieu ? Quatre sous.
— Jamais de la vie.
— Deux sous ?
— Non !
— Pour rien, alors ?
— Allez-y, si ça vous amuse.

Le commissionnaire cire et fignole le pied droit, puis, lâchant la brosse :

— Maintenant, pour cirer l'autre, c'est six sous.

***

— Mettez-moi donc à même de vous obliger, disait un grand seigneur à un homme de mérite.

— Monsieur le duc, j'ai déjà pris la liberté de vous solliciter sans avoir le bonheur d'obtenir.

— C'est que vous ne m'avez pas importuné, mon cher.

## L'« INTRUSION DE LA FRANC-MAÇONNERIE »

Un républicain de vieille date, fondateur de la troisième république, ancien président du conseil des ministres, aujourd'hui sénateur, M. de Marcère, exprime son opinion sur la franc-maçonnerie, sous forme de lettre adressée à M. Tourmentin, auteur des « Enfants de la Veuve », ouvrage très suggestif qui vient de paraître chez Victor Retaux, rue Bonaparte, Paris.

Jusqu'à ces dernières années, la Franc-Maçonnerie n'avait joué, en apparence, aucun rôle dans la politique du pays. Elle était, sinon modeste, du moins cachée. Il semble, d'ailleurs, que le secret soit comme le trait caractéristique de cette association qui affecte des airs ténébreux. Peut-être, de tout temps, ce rôle a-t-il été important et actif ; mais il était ignoré du grand public : son influence dans les affaires de l'Etat était insoupçonnée.

C'est à partir des événements de 1871, et dès l'établissement de la République, que la Franc-Maçonnerie est entrée en jeu et qu'elle a commencé ouvertement à se mêler des affaires publiques. A ce moment précis on vit dans cette société des hommes politiques qui, déjà, occupaient un rang important dans le gouvernement ou dans les partis de l'assemblée nationale. Le bruit inusité qui se fit autour de certaines initiations éveilla l'attention. On célébrait comme un événement de haute portée l'entrée dans les Loges de MM. Littré et Jules Ferry : ce fut comme un trait de lumière pour les esprits attentifs qui suivaient de près les faits du jour. Vers le même temps, en 1872 ou 1873, le Grand Conseil de l'Ordre, si je ne me trompe, chassa Dieu du Temple, et raya de sa constitution l'hommage rendu jusqu'alors au Grand Architecte de l'Univers.

C'était l'école positiviste et, par le fait, matérialiste, qui pénétrait dans les Loges, et qui désormais serait la doctrine des Frères ; elle y pénétrait en même temps qu'y entraient des hommes destinés à exercer sur l'orientation de la politique républicaine l'influence la plus directe et la plus efficace. Cette coïncidence n'était sans doute pas fortuite. Elle consacrait l'intronisation dans l'Etat de la Franc-Maçonnerie. C'est la suite de desseins dès longtemps conçus, et que la Franc-Maçonnerie pourrait désormais poursuivre avec tous les moyens d'action résultant de la puissance politique.

CETTE INTRUSION DE LA FRANC-MAÇONNERIE DANS LES AFFAIRES DE L'ETAT EST LA CLE DE TOUTE LA POLITIQUE CONTEMPORAINE. Son action n'était pas, surtout au début, avouée et ouverte. Les incidents de chaque jour, les mêlées des partis, les circonstances, dissimulaient l'œuvre entreprise, et persévéramment suivie, de ce qu'on a appelé la déchristianisation de la France. C'est surtout dans les affaires de l'enseignement public, à tous les degrés, que cette œuvre s'est accomplie, et que la Franc-Maçonnerie a fait sa trouée dans la politique française. Nous assistons, à l'heure actuelle, à ses derniers efforts, à sa plus audacieuse tentative. Elle s'est crue assez forte pour tuer la liberté de l'enseignement si péniblement conquise, et pour s'emparer définitivement de l'âme française.

La Franc-Maçonnerie, en épousant une doctrine philosophique, se condamnait à devenir sectaire. Il semble bien, d'ailleurs, que l'idée dominante qui a présidé de tout temps à cette société fameuse, à l'insu même du plus grand nombre de ses adhérents, a été une pensée d'hostilité haineuse contre toute religion positive, et principalement contre le catholicisme. Etant, de plus, cosmopolite par nature, elle a des affinités avec d'autres cosmopolitismes, en face desquels la France s'est trouvée tout d'un coup menacée d'un grand péril.

De là, la place de plus en plus grande que la Franc-Maçonnerie a prise dans les préoccupations publiques. Sous ce rapport, votre livre répondra pleinement à ces préoccupations. J'ajoute que C'EST RENDRE UN SERIEUX SERVICE AU PAYS que de l'éclairer sur l'origine, sur l'organisation, sur les tendances et sur les desseins formels d'une SOCIETE QUI A PRIS EN QUELQUE SORTE POSSESSION DE L'ETAT. Je ne puis donc que vous féliciter et qu'engager le pays à lire votre livre qui est propre à l'éclairer sur ce qu'il lui importe, au plus haut chef, de savoir.

## L'ÉCLIPSE DE SOLEIL DU 28 MAI

Madrid, 8 mai. — MM. Leboeuf, répétiteur à la faculté des sciences de Montpellier ; Carbère, mécanicien à l'observatoire de Toulouse, ont installé à Elche des appareils pour l'observation de l'éclipse.

MM. Meslin et Burget, professeurs aux Universités de Montpellier et de Toulouse ; Harmy, appartenant à l'Observatoire de Paris, et d'autres astronomes français sont incessamment attendus à Elche.

Plusieurs astronomes ont établi un observatoire à Argamasylla et Plasencia.

« On sait que l'éclipse totale de soleil du 28 mai sera particulièrement visible dans le nord de l'Afrique et en Espagne. Aussi, un grand nombre d'astronomes ont, dès à présent, pris leurs dispositions pour aller observer le phénomène dans ce dernier pays. »

## LA MARINE ALLEMANDE

Berlin, 8 mai. — La commission du budget du Reichstag a continué la discussion des divers projets destinés à couvrir les frais du programme naval. Le centre propose d'augmenter les droits existants sur les timbres et de créer de nouveaux droits. Les nationaux libéraux proposent d'élever les droits d'importation sur les alcools étrangers et sur le champagne. Les radicaux et les socialistes démocrates s'opposent à ces nouvelles taxes.

La commission a approuvé l'impôt d'un droit de timbre sur les valeurs minières. Cette proposition avait été appuyée par les catholiques, les conservateurs et les nationalistes libéraux.

## RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 8 mai. — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Elysée sous la présidence de M. Loubet.

### Les élections de dimanche

M. le président du Conseil a rendu compte des résultats du scrutin du 6 mai et des renseignements qui lui ont été transmis sur les élections dans les départements.

Les rapports télégraphiques des préfets, dit le compte rendu officieux, sont unanimes pour constater qu'elles marquent un nouveau progrès de la politique d'union et de défense républicaine.

Dans les chefs-lieux de cantons et les communes importantes, dont les votes sont actuellement connus, plus de quarante municipalités ont été, dès ce premier tour, conquises par les républicains.

Enfin, et d'une façon générale, la majorité déjà acquise aux municipalités républicaines s'est accrue dans une proportion considérable.

### Mouvement judiciaire

Le garde des sceaux a fait signer un mouvement judiciaire portant sur la cour de Paris, la cour de Bordeaux et celle d'Alger.

### AUTOUR DU CONSEIL

Paris, 8 mai. — On a pu constater que le compte rendu officieux de la réunion du Conseil des ministres annonce gravement que « d'une façon générale, la majorité déjà acquise aux municipalités républicaines, s'est accrue, aux dernières élections, dans une proportion considérable (sic).

Un point, c'est tout.

A ce propos, deux remarques s'imposent. D'abord, pas un mot sur les élections parisiennes. Le compte rendu ne s'occupe que de celles des départements et reste muet sur ces dernières, cependant, les plus « proches » de toutes si l'on peut ainsi parler, et aussi les plus « politiques ».

On n'était pas habitué à voir un gouvernement en apparence aussi indifférent aux scrutins de la capitale.

Il est vrai que dans sa note, le Gouvernement parle de sa satisfaction : on comprend dès lors jusqu'à un certain point son silence, bien que cet escamotage officieux de la manifestation la plus notable du scrutin municipal soit des plus extraordinaires.

Une seconde réflexion se présente : le Gouvernement parle des résultats *satisfaisants en province* pour la politique dite « de défense républicaine », mais on s'étonne qu'il ne communique au public rien d'intéressant et de probant à l'appui ; on trouve que le système qui consiste simplement en affirmations non étayées de preuves est par trop simpliste, d'autant que plusieurs journaux, notamment la « Liberté », se sont livrés à un travail qui relève un très grand nombre d'erreurs d'appréciation et d'étiquette politique dans les statistiques fournies par l'administration.

Il n'est pas besoin de dire — bien que le communiqué officiel n'en fasse aucunement mention — combien les ministres se sont montrés émus et affectés des élections de Paris, du verdict brutal des électeurs à l'égard de la politique sectaire et jacobine du ministère.

On suppose que c'est surtout pour essayer de pallier l'effet produit par le coup de massue du scrutin parisien que le Conseil a jugé qu'il était nécessaire d'égarer l'opinion au sujet des résultats de province et que M. Waldeck-Rousseau a cru qu'il était d'une profonde politique d'embrouiller les choses, bien que dans la plupart des départements, les électeurs aient montré une grande répugnance pour la politique du Cabinet.

On assure en tous cas que les ministres ont exhalé au cours de leur délibération le plus vif ressentiment.

On sait que les dreyfusards paraissaient croire à des résolutions importantes.

Mais il semble bien que le Gouvernement n'osera rien faire ouvertement — du moins en ce moment — de crainte de trop exciter le sentiment public. La principale préoccupation qui paraisse être la sienne pour l'instant, c'est de masquer ses échecs.

Ajoutons qu'en dehors de la situation électorale, le Conseil s'est entretenu du budget de 1901 sur lequel M. Caillaux a fourni des renseignements, et des conclusions du rapport que M. Decrais a reçu de l'inspecteur général chargé de faire une enquête sur les derniers incidents de la Martinique, rapport que le ministre des colonies a communiqué à ses collègues.

On assure que ce rapport n'étant pas favorable à la thèse soutenue jusqu'ici par le Gouvernement, le Cabinet se trouve fort embarrassé de cette affaire.

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le gros fait des élections municipales, c'est toujours le développement du mouvement nationaliste à Paris, qui fait jeter des cris de désespoir à tous les organes de la presse dreyfusarde.

Il est incontestable que si la capitale envoie, après le ballottage, une majorité anti-gouvernementale, quoique très républicaine, à l'Hôtel-de-Ville, le ministère se trouvera en assez mauvaise posture.

Comme le dit fort justement la *République française*, c'est le cabinet actuel qui est directement responsable de ce mouvement.

### A PARIS

Les journaux dreyfusards viennent de constituer un syndicat électoral, qui ne semble pas destiné à une meilleure fortune que l'autre syndicat.

L'*Aurore*, la *Petite-République*, le *Radical*, le *Rappel*, la *Lanterne*, la *Fronde*, le *Siècle*, etc., publient un manifeste et présentent la liste des candidats suivants :

Quartier Saint-Germain-l'Auxerrois : Tallet
Quartier Gaillon : Blachette.
Quartier Bonne-Nouvelle : Rebeillard.
Quartier des Enfants-Rouges : Louis Lucipia.
Quartier des Arts-et-Métiers : Blondel.
Quartier des Archives : Achille.
Quartier Notre-Dame : Le Barazer.
Quartier du Val-de-Grâce : Lampué.
Quartier de la Sorbonne : André Lefèvre.
Quartier de la Monnaie : Bernier.
Quartier du Gros-Caillou : Arsène Lopin.
Quartier Saint-Vincent-de-Paul : Georges Villain.
Quartier de la Porte-Saint-Denis : Hattat.
Quartier de la Folie-Méricourt : Weber.
Quartier Saint-Ambroise : Gelez.
Quartier de la Roquette : Ranvier.
Quartier du Bel-Air : Marsoulan.
Quartier de la Salpêtrière : Mallebay.
Quartier de la Maison-Blanche : Rousselle.
Quartier de Plaisance : Pannelier.
Quartier du Petit-Montrouge : Champeudry.
Quartier de la Santé : Hénaffe.
Quartier de Javel : Poiry.
Quartier d'Auteuil-Point-du-Jour : Maurice Charney.
Quartier de la Muette : Dontol.
Quartier Clignancourt : Le Grandais.
Quartier de la Goutte-d'Or : Breuillié.
Quartier de la Chapelle : Blondeau.
Quartier de la Villette : Vorbe.
Quartier d'Amérique : Rozier.

M. Rochefort vient de recevoir de M. Déroulède le télégramme suivant :

Saint-Sébastien, 7 mai.

Cher ami,

J'apprends, en même temps que la défaite certaine des panamistes et des dreyfusards à Paris, les premiers succès et les succès futurs des républicains patriotes.

Je tiens à vous dire, à vous qui avez depuis si longtemps et si vaillamment mené cette bataille nationale, combien ce commencement de victoire et de revanche, auxquelles vous avez tant contribué, apporte de joie et de consolation au proscrit.

Vive Paris patriote ! Vive la République des bons Français !

PAUL DÉROULÈDE.

M. Déroulède a également envoyé un télégramme de félicitations à M. Edmond Lepelletier.

La lutte recommence ardente pour le second tour. Dans tous les arrondissements, les candidats antidreyfusards, qui ne sont pas arrivés en rang utile, se désistent en faveur des candidats de même nuance qui sont arrivés avant eux. Citons M. Marot, dans le 5e arrondissement, qui demande à ses électeurs de reporter leurs voix sur M. Jules Auffray, qui a obtenu 1,748 voix contre 1,825 au dreyfusard André Lefèvre. Les 786 électeurs de M. Marot assureront l'échec de M. Lefèvre.

Dans le quartier de la Porte-Saint-Denis, M. Mondallot, nationaliste, se désiste en faveur de M. Tournadre, qui en a obtenu 1659. L'expulsion de M. Hattat, dreyfusard, qui n'en a que 1557, semble assurée.

Disons que deux dreyfusards ont été illégalement proclamés élus : M. Bellan, dans le quartier du Mail, 2e arrondissement, et M. Colly, dans le quartier de Bercy, 12e arrondissement, fief du citoyen-ministre Millerand.

M. Bellan a été proclamé élu à 6 voix de majorité, alors que plus d'une cinquantaine de suffrages exprimés ont été illégalement considérés comme nuls. Le docteur Légué, ancien concurrent de M. Bellan, avait obtenu une trentaine de voix : elles ont disparu.

C'est un adjoint au maire du 2e arrondissement, un nommé Aron, juif naturellement, qui aurait opéré cette substitution.

Dans le 12e arrondissement, on a été plus loin, et M. Colly, qui n'avait eu que 1,011 voix, a été tout simplement proclamé élu, quoique la majorité absolue fût de 1,016. C'est encore un adjoint, nommé Salot, celui-là, qui s'est fait l'exécuteur de cette illégale besogne.

### EN PROVINCE

#### Les incidents électoraux

Perpignan, 8 mai. — A Eus, près de Prades, pendant qu'on dépouillait dimanche le scrutin, le plancher de la salle de vote s'est effondré par suite de la rupture d'une poutre.

Une centaine d'électeurs sont tombés du premier étage au rez-de-chaussée. Mais personne n'a été dangereuse-

---

FEUILLETON DU 10 MAI. N° 25

## LA FÉE DU GUILDO

par Pierre SALES

X

### LE VIEUX HIBOU

— All est avec lui..... Pour sûr qu'all est avec lui.

Toutefois, devant la colère soupçonneuse de M. de Preuilly, elle reprit son calme et répondit fermement que Mademoiselle avait lu jusqu'à tout à l'heure, dans le salon, puis que, ainsi que cela lui arrivait souvent, elle était allée faire sa prière dehors, à un calvaire ou à la chapelle.

— Nous sommes passés devant la chapelle, elle n'y était pas ! déclara rudement le comte.

— Alors, c'est au Calvaire qu'est au bout des étangs qu'all est.

Et Gaudine, paraissant très tranquille, remonta l'huile de la lampe, apporta le pot de tafut en chantonnant, selon sa coutume. Si, avec ça, M. le comte avait encore des soupçons ! M. de Preuilly s'était mis à marcher par la pièce, d'un pas furieux, et, chaque fois qu'il arrivait devant une des fenêtres, il écoutait. Arnold roulait des cigarettes pour se donner une contenance ; et il n'osait lever les yeux sur son père. Il songait :

— Ma[illegible]ur !... Ça ne serait pas vrai, que tout le monde le soupçonnerait... Et ce n'est pas à papa qu'on en remontre Evidemment, la nouvelle est arrivée ici, pendant que nous étions là-bas... Pauvre petite ! murmura-t-il avec assez d'attendrissement, c'est que, malgré sa jolie figure, elle n'a guère été heureuse jusqu'ici.

Jolie, oh oui, jolie mais sans dot, elle n'avait jamais trouvé que des vieux pour maris ou des gens au-dessous d'elle. Son père les lui offrait, par acquit de conscience ; mais il était fier de ce qu'elle refusât de déroger aussi bien que de se profaner à un vieillard.

Entre le père et la fille, une terrible querelle avait surgi un jour, une querelle dont ils ne parlaient plus, jamais ; mais il l'estimait, la jugeait vrament digne de lui, tandis que son fils était bien de ce siècle, n'estimant au fond que l'argent et les jouissances qu'il donne et ne voyant, dans son titre et sa noblesse, qu'un moyen « épateur » de se placer au-dessus des autres.

Oh ! oui, sa fille était bien son enfant, fière et tenace, purement orgueilleuse de son nom, de sa famille, partageant même toutes ses rancunes, quand elle était une petite fille. A dix ans, sous le porche de Notre-Dame-du-Guildo, elle n'aurait pas céder le pas à la baronne de Kermeric ; et, lorsqu'elle passait devant le manoir ennemi, elle détournait la tête. Mais comme cela s'était vite envolé devant la mâle figure de Raymond, devant ses yeux si bleus et le joli sourire qu'il lui adressait sur les routes, à l'église, aux marchés, partout ou il trouvait moyen de la joindre ! Car lui, esprit moderne et doux, il n'avait pas voulu épouser la querelle de sa mère, et, sous son influence, Emilienne avait trop aisément oublié celle de son père.

Tout jeune encore, c'était un petit homme que ce Raymond, calme et décidé, respectueux de la liberté des autres, mais jaloux de la sienne. Et il avait résolu, avant même d'attendre vingt ans, qu'il effacerait toutes les colères en unissant leurs deux familles.

Il avait pris l'initiative de la réconciliation en abordant Arnold et en lui parlant comme à un bon ami. Arnold était incapable de se défendre, surtout si Raymond l'emmenait mystérieusement en partie fine à Dinard ou à Saint-Malo. Ensuite, il s'était présenté, de lui-même, au comte, et l'avait bravement appelé « mon oncle », en lui soumettant son désir de faire cesser « un état de choses parfaitement ridicule en ce siècle ». Le comte avait été récalcitrant, l'avait appelé « Monsieur », leur parenté se perdant à deux ou trois siècles en arrière. Mais il avait subi son influence et, durant quelques mois, il s'était laissé prendre, lui aussi, à l'idée de la réconciliation. Raymond aplanissait tout, amenait sa mère à rendre ses saluts au comte, à donner une tape sur la joue à la belle enfant, qu'était Emilienne... Mais Raymond eut l'imprudence d'avouer trop tôt son amour, et, en une seconde, tout fut brisé.

— Eh quoi, s'écria la baronne, c'est un piège qu'on nous tendait ?... Ces gueux t'ont pris par cette petite ?... Moi qui croyait à leur cœur ! Et ils en voulaient à notre argent ?

Tous les efforts de Raymond se butèrent contre cette opinion. Et la brouille éclata de nouveau entre la baronne et le comte, avivée, envenimée par ces derniers évènements, tandis l'amour des deux jeunes gens grandissait.

Et, de tout cela, il était resté au comte une telle rancœur, qu'il avait considéré comme une juste punition, envoyée par Dieu, ce naufrage de la frégate l'*Audacieuse* dans un cyclone, cette perte mystérieuse de Raymond de Kermeric.

Et voilà que cette opinion de Dieu n'était pas ? Raymond avait été rendu aux baisers de sa mère ?

— Arnold, proposa-t-il tout à coup, si tu descendais jusqu'à la Croix-des-Etangs ?

— Oui, père, fit le jeune homme, enchanté que le comte lui fournît lui-même le moyen de courir au devant de sa sœur, de la prévenir.

— Parbleu, je vais y aller avec toi !

— Mais, balbutia Arnold, si elle rentrait et qu'elle ne trouve aucun de nous, cela l'inquiéterait peut-être ?

Le regard indécis du jeune homme se croisa avec celui de son père terrible, soupçonneux. Ils se comprirent sans s'être dit une nouvelle parole : aucun d'eux ne croyait qu'Emilienne fût en cemoment à la Croix-des-Etangs... pas plus qu'à la petite chapelle.

Alors, à quoi bon s'en assurer ? Pourquoi aller chercher la confirmation de leurs soupçons ?

Tous les deux, le père surtout, préféraient le doute... Les hommes les plus énergiques ont parfois peur de la vérité.

— Après tout, dit le comte en s'asseyant, si elle fait ses dévotions, laissons-la tranquille.

Et, nerveusement, il se mit à bourrer sa pipe, tandis qu'Arnold osait allumer une cigarette ; et, durant quelques minutes, ils parurent très absorbés dans leur fumée.

Ah ! que de soirées silencieuses ils avaient passées là, le comte perdu dans ses souvenirs, Arnold, dans l'angoisse de l'avenir, se sentant un formidable appétit de viveur, Emilienne dans ses rêveries, dont jamais, à personne, elle ne faisait la confidence et qui, sans que son père s'en aperçut, ébranlaient peu à peu son cerveau, y sersant, avec la persistance maladive de l'idée fixe, le germe de la folie...

La salle était haute, de grande allure, avec son plafond à poutrelles. Jadis, aux murs, il y avait eu des boiseries, dont un unique panneau restait sur la cheminée, encadrant une longue et étroite glace, pointillée de moisissures et surmontée de peinture à moitié effacée.

En face se dressait une énorme armoire à quatre pans, naïve et belle, à peine sculptée, du temps de Louis XV. Une table ronde, moderne et déjà boiteuse, des chaises à dossier d'acajou de l'époque de la Restauration complétaient ce misérable mobilier. Les mrs étaient blanchis à la chaux. Et, aux fenêtres, il n'y avait que des rideaux de vitrage faits au crochet par Emilienne. De beaux rideaux de damas bleu, un reste de splendeur, avaient disparu à la suite du séjour d'Arnold à Paris.

(A suivre). PIERRE SALES.